



Jean-Michel Blanquer, la politique adroite

Jean-Michel Blanquer, la politique adroite Jean-Michel Blanquer, la politique adroite : Ni restaurateur ni réformateur, le ministre de l'éducation nationale s'attache à donner des gages aux anciens et aux modernes. Son but? Faire sortir l'école du clivage droite-gauche. Soudain, l'évidence saute aux yeux. Dans la bibliothèque du lycée Henri-Poincaré de Nancy, un matin de novembre où il est venu parler de la prochaine réforme du baccalauréat, Jean-Michel Blanquer est chez lui. Normal, direz-vous, pour un ministre de l'éducation nationale passé par tous les postes, de professeur agrégé de droit public à recteur, de directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO) à directeur de grande école (Essec). En face de lui, le prof de philo s'inquiète pour la philo, celle de musique pour la musique, celui de maths pour les maths. Le ministre les laisse s'exprimer, anticipe parfois un raisonnement, le résume. Ces interlocuteurs d'un jour, il les connaît depuis toujours. Il leur ressemble, parle leur langue, leur sabir au besoin, partage leurs inquiétudes, les rassure. La veille, le ministre faisait face à un autre auditoire, un parterre d'étudiants de l'université Paris-Dauphine. Son amie et conseillère en communication Perrine Dufoix, fille de l'ancienne ministre des affaires sociales Georgina Dufoix, l'a trouvé, là aussi, très à son aise : « On aurait dit un poisson dans son bocal. » « L'école doit produire de la confiance » A Nancy, seule la représentante des élèves rompt le consensus. « Pourquoi cet optimisme, alors que les réformes sont rarement un sujet d'unité nationale ? » On connaissait la réponse, qu'il nous avait donnée dans son bureau : « Je ne suis pas béat, mais je suis convaincu que l'éducation n'est pas un sujet de clivage gauche-droite. Elle se situe au niveau le plus haut, celui des valeurs. Elle peut être partagée par 90 % des Français. L'école doit produire de la confiance. » Objectif presque atteint : selon les chiffres qu'on aime se repasser dans l'entourage du ministre, 80 % des sondés approuvent ses premières mesures. Dans le train du retour, il ajoute : « Ces visites de terrain n'ont rien d'artificiel. On perçoit des ambiances, on sort des faux-semblants. » Il n'a pas ajouté : « Et des faux procès. » Mais il l'a pensé très fort. Lire aussi : Jean-Michel Blanquer, ministre « rétro » ? L'un d'eux revient souvent : à 53 ans, Blanquer serait de droite. « La communauté éducative », comme on appelle cet ensemble indifférencié de dix millions de fonctionnaires et de douze millions d'élèves, s'en est émue dès sa nomination. N'a-t-il pas été le directeur de cabinet de Gilles de Robien, ministre de l'éducation dans le gouvernement Villepin ? N'a-t-il pas été le numéro deux de Luc Chatel, patron de la Rue de Grenelle, assumant la politique de rigueur budgétaire de Nicolas Sarkozy ? N'a-t-il pas son rond de serviette à l'Institut Montaigne, le think-tank libéral ? Ses premiers pas n'ont-ils pas été salués par ses prédécesseurs Luc Ferry et François Bayrou, qui l'a félicité de « remettre du bon sens là où on avait perdu la raison » ? Sans oublier son amitié avec François Baroin, ancien futur premier ministre de François Fillon, avec lequel il s'entraînait, enfant, à « tirer des coups francs à la Platini ». Ni à droite ni à gauche, mais ailleurs Alors que certains syndicats lui reprochent de vouloir « ressusciter les idées du passé », le ministre met en avant son travail de recteur en Guyane, où « les politiques publiques ne sont ni d'un camp ni d'un autre », puis à Créteil, quand il a voulu mettre en place les internats d'excellence pour les élèves défavorisés ou une incitation financière pour inciter les décrocheurs à reprendre le chemin de l'école. « En fait, on fait de moi une caricature, puis ensuite, on feint de s'étonner que je ne lui ressemble pas. On dit alors : "Blanquer se contredit !" Le fait que je sois inclassable est insupportable pour une partie de la gauche. En fait, je suis pire qu'un homme de droite à ses yeux : je suis ailleurs. » Ailleurs... Peut-être dans cet appartement du boulevard Haussmann, à Paris, où il passe son enfance auprès d'une mère prof d'anglais et d'un père avocat, rentrés d'Algérie après les accords d'Evian (1962) – il y habite toujours avec sa seconde épouse, magistrate, rencontrée lorsqu'il enseignait à l'Institut français d'études politiques de Lille, et leurs enfants. Peut-être au collège Stanislas, établissement catholique privé réputé du 6^e arrondissement, véritable incubateur d'élites où il a connu ses deux complices, François Baroin et Richard Senghor, petit-neveu du poète et ancien président du Sénégal. Peut-être en Colombie, où il était chercheur coopérant à l'Institut d'études andines de Bogota au sortir de ses études. « Blanquer, un techno de droite ?, récuse un de ses amis. Chez lui, j'ai croisé toutes sortes de gens. C'est avant tout un humaniste. » « A sa table, j'ai vu beaucoup de centristes, se souvient un autre. Si je devais le définir, je dirais que c'est un démocrate-chrétien. » Autre reproche : Jean-Michel

Blanquer serait « une boîte à idées », sous-entendu un agitateur, un théoricien. Luc Chatel a entendu cette critique lorsqu'il lui a confié le poste de DGESCO. Les deux hommes se connaissent depuis leurs 20 ans, quand ils ont joué ensemble La Cagnotte, une pièce de Labiche, au lycée Franklin, à Paris. « Sarko m'avait mis à l'éduc' parce que je savais gérer les crises, se souvient l'ancien ministre, mais je n'étais pas préparé. En plus, j'étais un mec de droite, ancien de L'Oréal. On ne m'a pas déroulé le tapis rouge. J'ai tout de suite su que je pouvais m'appuyer sur Jean-Michel, le meilleur à ce poste. Des collaborateurs m'ont dit : "Ce type a de bonnes idées, mais il ne met pas les mains dans le cambouis." J'ai répondu : "Qu'importe si, sur dix idées, il y en a une de bonne, c'est un ratio intéressant non ?" » Blanquer résume : « Je suis un intellectuel qui agit. » La révolution de 1989 Retour en arrière. Ils avaient 20 ans et des poussières. Ils s'étaient connus à « Stan », comme ils disent. Il y a là Blanquer, Baroin, Senghor et quelques autres. Changer le monde autour d'une table du Basile ou du Twickenham, ces cafés où se croisent les étudiants en droit et ceux de Sciences Po... Les trois amis se sont mis en tête de compléter la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont on s'apprête à célébrer le bicentenaire, pour l'adapter au prochain millénaire. Rien que ça ! Richard Senghor : « C'est Jean-Michel qui a eu cette idée. Il a convaincu les gens du Conseil de l'Europe de nous aider. Nous avons impliqué des centaines de jeunes de 80 pays dans cette démarche. Il fallait du culot. Ça a été beaucoup de travail. » Le 26 août 1989, les trois amis se retrouvent sur le toit de l'Arche de la défense face à Noël Mamère, présentateur du journal d'Antenne 2, pour présenter leur nouvelle charte qui sera lue en présence de François Mitterrand. Jean-Michel Blanquer explique que « les droits de l'homme, c'est toujours quelque chose en marche et [que] l'éducation sera un des aspects de notre action future ». Il a encore des cheveux. Près de trente plus tard, dans son bureau de ministre, il ne cède pas à la nostalgie. « C'était mon premier engagement. Ce qui me frappe, quand je revois ces images, c'est que je parlais déjà beaucoup d'éducation. Je traçais un sillon. Cela me fait plaisir d'être en accord avec moi-même. » Les amis d'alors sont restés les mêmes, auxquels se sont agrégés, par strates, d'autres membres, comme Pierre Mathiot, rencontré à Sciences Po Lille, à qui il vient de confier le projet de réforme du baccalauréat. C'est, en général, Jean-Michel Blanquer qui les réunit boulevard Haussmann, fidèle et obstiné, pour ne pas se laisser prendre « dans l'écume des jours », dit-il. « Sans lui, il est probable que nos liens se seraient effilochés, explique Richard Senghor. Mais ce n'est ni un réseau, ni un clan, ni une bande. » Certains, comme Perrine Dufoix, l'ont suivi au ministère. « J'attache beaucoup d'importance à l'amitié, au groupe, au bon esprit entre les gens, poursuit-il. Dans un cabinet, personne ne doit dire du mal de personne. C'est fondamental. Si nous avons été capables de réussir la rentrée, c'est parce que nous nous comprenons à demi-mot, comme dans une équipe de basket. » « Il a privilégié le circuit court de la confiance », métaphorise Luc Chatel. « Peser sur le débat » Est-ce aussi à « demi-mot » qu'ils se sont compris avec Emmanuel Macron ? Les deux hommes se sont rencontrés pour la première fois en décembre 2016 par l'entremise de Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne et cheville ouvrière d'Agir pour l'école, une association qui se propose de « trouver des solutions contre l'échec et l'inégalité scolaires ». De tous les futurs ministres, Jean-Michel Blanquer aura été le plus tranquille pendant la campagne présidentielle : Juppé lui a fait les yeux doux, il a travaillé avec Sarkozy, Baroin se battra pour l'imposer auprès de Fillon. Mais c'est Macron qui le séduit : « Je ne pouvais pas imaginer qu'on rejoue le match Hollande-Sarkozy ou Mélenchon-Le Pen. Macron nous a fait sortir par le haut de ces antagonismes. Ce qui était important pour moi, c'était de peser sur le débat. J'étais content de voir certains sujets prendre le dessus, comme ma critique de la réforme du collège, la prise en compte des sciences cognitives, la priorité à l'école primaire. » Il ajoute, peut-être par coquetterie : « Ma nomination ne m'a pas surpris, mais je n'en étais pas certain. C'était une possibilité. » Six mois plus tard, le voici devenu une des révélations du gouvernement. « Il crève l'écran ! », s'enthousiasme Luc Chatel. « Il a su donner des coups de pied au cul qui se perdaient », félicite François Bayrou. L'actualité le sert. Les polémiques sur l'écriture inclusive ou les réunions « en non-mixité raciale » du syndicat SUD-Education de Seine-Saint-Denis lui permettent d'afficher son bon sens, son autorité et de se faire applaudir debout à l'Assemblée par toute la droite, Front national compris. Il ne se veut ni restaurateur – ce que lui reprochent les uns – ni réformateur – ce que redoutent les autres –, mais quelque part entre les deux, conscient qu'il vaut mieux privilégier les idées simples aux grands discours. « Je n'aime pas que le système éducatif soit mis en procès,

qu'on lui reproche d'accentuer les inégalités, dit-il. J'essaye au contraire d'avoir une attitude optimiste. Notre modèle est perfectible, mais il est adapté au XXI^e siècle. Il ne faut pas se laisser dominer par la nostalgie, mais ne pas s'aveugler non plus au prétexte que toute parole nostalgique serait fausse. » Une manière de donner raison aux anciens, prêts à fustiger le « désastre » de l'éducation nationale, aussi bien qu'aux modernes, jamais rassasiés d'innovations pédagogiques. « J'ai été "en-même-temps-tiste" sans le savoir », s'amuse-t-il dans un entretien au Parisien. Du coup, on s'interroge : est-il un instrument dans la stratégie macronienne pour faire exploser la droite et la gauche ? En reçoit-il un dividende politique ? « Le profit que je pourrais tirer de ces polémiques est moins important que la perte d'énergie que cela représente. » Faire de la politique ? Il n'y pense pas une seconde. Au besoin, Laurent Bigorgne le met en garde : « Quand on veut faire de la politique, ce milieu vous crucifie. » Lire aussi : Ecole : la guerre idéologique est-elle relancée ? L'autre jour, sur France Culture, invité par le philosophe Alain Finkielkraut, le ministre a comparé le professeur à « un enchanteur », au porteur sain d' « une passion contagieuse ». Une autre évidence s'est alors imposée : celle d'un Jean-Michel Blanquer, sa mission terminée, reprenant son cartable pour aller retrouver ses étudiants, ses amis, et ses livres. Son cher bocal.